

La démocratisation du journalisme ou le passage à la gestion d'un droit de parole généralisé : le cas mexicain

François Demers

*Professeur de journalisme
Département d'information
et de communication
Université Laval (Québec)*

Le terme « démocratisation » désigne un passage, une trajectoire d'un point A – celui d'une société quadrillée par un régime autoritaire – à un point B, un gouvernement considéré comme démocratique. Dans cette communication, il s'agira d'évoquer un cas particulier de démocratisation, celui du Mexique, que l'on peut considérer aujourd'hui comme accompli, initié au début des années 1980 et réussi en 2000 avec l'élection du président Vicente Fox. L'insistance sera mise sur le caractère particulier du régime autoritaire qui en a constitué le point de départ et la nature tout aussi particulière de la démocratie qui est son point d'arrivée. Le tout sera illustré par l'histoire singulière d'un quotidien de la ville de Guadalajara¹, *Siglo 21* (1991–1998) qui a en quelque sorte accompagné le changement.

L'aventure mexicaine pourrait offrir des éléments éclairants pour des intellectuels de l'Europe de l'Est pour trois raisons. La première est d'ordre plutôt symbolique : la Révolution mexicaine (1910) est contemporaine de la Révolution russe (1917) et le Mexique d'avant le président Miguel de la Madrid (1982–1988) a entretenu de bonnes relations avec la Russie et avec Cuba. La seconde tient à la longue durée du régime autoritaire (plus de 70 ans) et donc à la forte pénétration des pratiques autoritaires dans les divers recoins du tissu social, dont les intellectuels en général et chez les journalistes en particulier. La troisième, pour tenter d'expliquer la surprise de nombreux intellectuels nord-américains (et leur rejet)

devant le type de démocratie vers lequel le Mexique s'est dirigé et vers lequel les pays les plus développés paraissent être entraînés, au premier chef les États-Unis et le Canada.

La dictature parfaite

L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa avait, en 1990, caractérisé le régime mexicain d'une manière devenue célèbre : « *Le système politique mexicain, avait-il déclaré, n'est pas démocratique – ne nous racontons pas d'histoires. C'est un système unique qui n'a pas d'équivalent dans le monde, qui a réussi à conserver un parti au pouvoir en s'adaptant aux circonstances avec une versatilité qu'aucun autre système autoritaire n'avait réussi à atteindre [...]. Il [Vargas Llosa] a décrit le système mexicain comme "la dictature parfaite", expression par laquelle il voulait dire qu'il s'agissait d'un système d'un autoritarisme camouflé qui a maintenu un parti au pouvoir plutôt qu'une personne et qui a permis une expression de la critique en autant que celle-ci ne menaçait pas fondamentalement le système. En même temps, le régime se montrait prêt à utiliser tous les moyens, "y inclus les pires", pour étouffer les critiques susceptibles de menacer son pouvoir. Ainsi, la stabilité politique mexicaine a été rendue possible en partie à cause de la domination d'un seul parti* » (Cothran, 1994, xi).

Ainsi, le système politique mexicain, « *a type in itself* » avec des « *unique characteristics* » (O'Donnell, 1986, pp.5-9) aurait été pendant plus de 70 ans un système formellement démocratique mais en réalité avec un parti dominant, le Partido Revolucionario Institucional (PRI). Toutes les autres composantes du système, les Chambres de représentants autant que les municipalités, lui étaient subordonnées. Le Parti de la révolution, sous trois appellations successives, n'a pas eu pour mission de livrer des batailles électorales, mais plutôt d'organiser la réalisation d'un objectif prioritaire : assurer que les changements de président se fassent de manière pacifique².

Dès le départ s'est mise en place une dynamique d'intégration des forces politiques à l'intérieur du PRI plutôt que par la confrontation des intérêts représentés par un système compétitif de partis³. Par ailleurs, c'est le souci de régler les conflits en famille qui explique le caractère a-idéologique du PRI et son pragmatisme, la présence en son sein des principales tendances politiques de droite et de gauche aussi bien que l'attribution du pouvoir présidentiel à des hommes politiques aux visions idéologiquement contradictoires. C'est ainsi par exemple que, dans les années 1930 sous Lazaro Cardenas, la question du développement économique sera prise en charge par l'intervention étatique vigoureuse

invoquant le modèle de la substitution des importations et par l'instauration de mécanismes d'encadrement corporatiste des paysans et des ouvriers. Alors qu'en 1981, Miguel de la Madrid optera pour le virage néo-libéral. Bref, le régime politique mexicain issu de la Révolution était un arrangement institutionnel entre les élites qui prévoyait les changements de détenteurs du pouvoir par un processus de négociation interne au PRI plutôt que par un processus électoral compétitif que l'on nomme habituellement la démocratie.

Pendant plus d'un demi-siècle, cette formule va fonctionner avec succès⁴. Dans les années 1980, par contre, vont devenir visibles des effets indésirables et indésirés de ce régime particulier. La concentration du pouvoir au sommet entre les mains du Président va croître constamment. Puis il y a l'épuisement du modèle de substitution des importations, sous le poids croissant de la corruption du secteur économique étatique et para-étatique. À la fin, le régime s'est montré incapable de maintenir les compromis antérieurs entre les acteurs politiques et d'en négocier de nouveaux rapidement, coïncé qu'il était par l'extérieur, la dette et la chute des prix du pétrole.

Des médias « officialistes »⁵

Sous le régime autoritaire, comme il convient, les médias ont été mis sous contrôle étroit par l'appareil d'État, mais généralement de manière indirecte. L'État autoritaire mexicain n'était pas totalitaire ; contrairement au pouvoir communiste, il ne cherchait pas, lui, le contrôle des esprits. Il a toujours été possible aux Mexicains instruits de s'abreuver aux médias étrangers ; depuis toujours, dans quelques publications nationales, il a été possible de trouver l'envers du décor. C'est que l'ambition de l'État-parti PRI n'a pas été de contrôler l'idéologie des citoyens ; ses objectifs ont été plus pragmatiques et limités, visant des gains précis tels remporter une élection, cacher telle vérité, brouiller la conscience claire de telle corruption, etc.

Il y a quand même eu de manière constante une action stratégique du régime à l'endroit des médias de manière à s'assurer en permanence qu'un bloc significatif de ceux-ci soient des canaux corvéables et dociles. La situation était moins flagrante qu'en régime soviétique parce que le contrôle des médias y était plus « *soft* ». Ainsi, le régime a tenu la bride serrée à la radio et à la télévision plus qu'à la presse écrite. Le journalisme mexicain qui s'est mis en place dans l'ombre de la Révolution a réalisé un des multiples cas de figure où les règles du jeu visent à éviter les surprises et les dérapages journalistiques susceptibles de provoquer des

déséquilibres incontrôlables de l'ordre socio-politique. Pour cela, il s'est fait à la fois formellement libéral, autoritaire globalement et « développementaliste » à certains égards. Libéral en ce que la propriété privée y était autorisée, qu'on y faisait place à la publicité commerciale et aux monopoles, comme aux États-Unis. Autoritaire, puisque les médias demeuraient sujets à l'arbitraire de la Présidence, aux poussées intégratrices du PRI et à ses mécanismes généraux de gestion par clientélisme, corruption et violence. Développementaliste, parce que le Mexique se disait proche du Tiers-monde et prônait la mobilisation des élites derrière les grands projets nationaux dont celui de construire une capacité industrielle de substitution des importations.

Nulle surprise donc à ce que, pendant les années de l'hégémonie du nationalisme révolutionnaire, le journalisme et les médias mexicains se soient développés comme un sous-secteur de la grande machine politique qui fusionnait l'État et le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI)⁶. Les principaux mécanismes par lesquels l'État révolutionnaire mexicain s'est assuré la subordination du journalisme et son intégration dans ses réseaux d'encadrement et d'influence sont bien connus : 1. pour les médias écrits : divers canaux de dépendance financière à l'État et au parti⁷, bloquant ainsi l'autonomisation relative d'une presse qui aurait pu s'affranchir de sa dépendance au politique pour s'intégrer à la sphère du commerce et de la publicité, comme l'a fait la presse des pays occidentaux développés à la fin du siècle dernier ; 2. pour les médias électroniques, la remise de la propriété entre les mains de familles et de groupes privés intimement liés au parti. Le cas de *Televisa* est ici aussi exemplaire que fameux (Robina Bustos, 1995 a et b).

Il y avait aussi, de façon générale, les contrats gouvernementaux aux entreprises de presse⁸, les enveloppes⁹, les rentes de situation¹⁰, la corruption ordinaire¹¹, le statut de fonctionnaire de certains journalistes ; il y avait la violence ou la menace de violence physique¹² ; il y avait les espaces d'information achetés que l'on transformait en publi-reportages partisans ou « *gacetillas* »¹³. Il y avait enfin la survie de cette forme de presse de parti du XIX^e siècle qui maintient l'apparence du pluralisme en pratiquant un journalisme d'opinions rituelles. Mais, selon Riva Palacio, journaliste de renom au Mexique, le mécanisme principal de la sujétion des médias au pouvoir politique, c'était l'auto-censure¹⁴. Dans le cas de la presse écrite, la plus susceptible de se tenir à distance du pouvoir, l'auto-censure était provoquée par une dépendance tout à fait particulière à la publicité gouvernementale¹⁵. Résultat : les médias écrits étaient peu incités à développer de larges publics¹⁶ et ils finissaient par fonctionner en quasi-circuit fermé avec les élites¹⁷.

Ceci a eu pour effet pervers sur le long terme d'éloigner les médias de leur public tout en les protégeant de la compétition. Paradoxalement, cela a émoussé leur utilité pour le pouvoir en raison de leur perte de sensibilité à ce qui agite vraiment le public, de leur réputation croissante de soumission et aussi de leurs hésitations à déplaire au Prince. Pour cette raison, il s'est construit au Mexique, comme derrière le Rideau de fer, un « *second système de communication* » (Mattelart, 1997, p.119), plus lourd que celui qui existe dans les pays dotés de médias libres, où, comme partout, un « *réseau de renseignements populaires* » (Mattelart, 1997, p.120) commente en permanence tout et rien, interprète les informations officielles, véhicule autant vérités et mensonges, interconnecte les sphères privées au ras de la vie quotidienne et assure ainsi la communication en-deçà, au-delà ou même malgré la sphère publique de la communication sociale occupée principalement par les médias de masse.

Vers l'alternance

La forme la plus visible et la plus centrale de la démocratisation, c'est la mise en place d'un mécanisme électif périodique dont la résultante la plus attendue est l'alternance régulière des dirigeants. Cette dimension très apparente du processus de démocratisation a été largement étudiée par les experts en « *transitologie* » et en « *consolidologie* », une problématique centrale chez les sud-américanistes dans les années 1980, tentant d'expliquer la fin des dictatures militaires et le retour à des régimes civils (O'Donnell, 1986 et 1996 a et b ; Bunce, 1995 ; Przeworski et al., 1996).

Au Mexique, le processus d'alternance au pouvoir n'a vraiment commencé qu'au moment des élections présidentielles douteuses de 1988 qui ont porté Salinas de Gortari au pouvoir. Le nouveau président a tenté de compenser sa faible légitimité de différentes façons dont des réformes électorales. Mais surtout, le président Salinas a déstabilisé les repères traditionnels de la vie politique et culturelle mexicaine en ouvrant les bras à son puissant voisin du nord, les États-Unis. Ce pays avait jusque-là servi de repoussoir à la Révolution mexicaine. Aussi, en adhérant avec enthousiasme au traité de libre-échange nord-américain, l'Aléna¹⁸, la présidence mexicaine s'est-elle engagée définitivement dans une transformation radicale du régime.

Après Salinas, il y aura en 1995 des défaites formelles du PRI dans quelques États (Guanajuato, Jalisco, Michoacan). Les élections du printemps 1997 ont livré la mairie de Mexico à l'opposition de gauche. Ces élections ont aussi fait perdre au PRI la majorité absolue au Congrès,

initiant par là le processus de séparation des pouvoirs. Le processus électoral était à ce moment moins susceptible de corruption parce que sous la gouverne d'un organisme indépendant, l'IFE, et fortement surveillé par l'étranger. Le système politique devenait petit à petit un système compétitif à trois partis : le Partido de Acción Nacional (PAN), de droite, enraciné dans les états/provinces du nord du pays ; le Partido Revolucionario Democrático (PRD), de gauche, davantage populaire dans les États du sud et du centre-sud ; et enfin le Partido Revolucionario Institucional (PRI), dont l'électorat est étalé sur l'ensemble du pays. En parallèle, le spectaculaire soulèvement zapatiste du Chiapas le 1^{er} janvier 1994 a provoqué une attention internationale inattendue et permanente sur la question des droits de la personne et des minorités au Mexique, suspendant pour l'essentiel le bras de l'arbitraire présidentiel et maintenant à l'ordre du jour le thème de l'État de droit (Favre, 1997).

Le processus de démocratisation s'est complété au printemps 2000 par l'arrivée à la présidence de Vicente Fox du Partido de Acción Nacional (PAN).

La libéralisation

En parallèle, le système médiatique s'est éloigné de la dépendance à l'État vers la dépendance au marché économique, ce qui va graduellement inscrire les médias du côté de ce qu'il est convenu de nommer « la société civile », du côté des entreprises privées, des associations volontaires et des ONG.

En un premier temps, selon Jorge Castañeda (1997, p.134), les actions du président Salinas en vue de maintenir la continuité ont été plus grandes encore en matière de médias que dans les autres domaines. Sa thèse générale est que, de fait, le régime de ce président a réussi à conserver le contrôle des médias. L'élément central de sa stratégie aurait été de graduer son intervention en fonction de l'audience des médias¹⁹. C'est finalement la télévision qui aura été l'objet d'une attention particulière²⁰. Dans ce domaine, il y a eu la privatisation des canaux 7 et 13 qui appartenaient à l'État fédéral. Mais, comme le montre entre autres Lorenzo Meyer (1995, pp.163-164), la vente a été faite au profit d'un homme d'affaires²¹ qui n'avait qu'une seule intention en mettant sur pied le réseau *Azteca*, celle de faire de l'argent.

Paradoxalement, les efforts du président Salinas pour renouveler le contrôle de la Présidence sur les médias ont produit une certaine libéralisation, comme le résume Conger : « *President Salinas can be credited with loosening state controls over the press and for tolerating – though not*

actively encouraging – the increasing editorial independence of leading newspapers in major cities » (Conger, 1997, p.101). Krauze (1997, p. 423) et Lanchin (1998, p.8), pour leur part, ajoutent aussi une certaine ouverture, de fait, du côté de la radio. Salinas a par ailleurs pris l'initiative de hausser le salaire minimum des journalistes en 1992. Le président a même reconnu publiquement l'action corruptrice des politiciens et fonctionnaires quand ils payent les journalistes, en recommandant que cessent ces pratiques.

On comprend dès lors que l'Américain Orme trace du régime Salinas un portrait globalement positif en matière de liberté des médias. Orme estime en effet qu'avant Salinas, les mécanismes traditionnels de contrôle du journalisme étaient encore en place pour l'essentiel²². Par contre, à ses yeux, sous Salinas, les choses ont beaucoup changé (Orme, 1997, p.8). Si bien qu'à la fin du régime Salinas, comme la couverture des « *chaotic events of 1994* » l'aurait montré, la Présidence n'était plus capable de contrôler vraiment le comportement des médias. Orme n'attribue d'ailleurs pas le changement en matière de liberté journalistique aux intentions généreuses du président, mais plutôt à des effets imprévus²³ de ses décisions en matière économique (Orme, 1997, p.9). Chose certaine, à ses yeux, les journalistes mexicains ont vécu après Salinas dans une ambiance croissante d'indépendance d'esprit²⁴. D'autant plus que l'œil des caméras américaines a été attiré par l'Aléna : « *The rising U.S. investment stake in Mexico after NAFTA has led to more thorough and aggressive U.S. reporting about Mexico, which has helped spur Mexico's news organizations to become more competitive and independent in their own coverage* » (Orme, 1997, p.9). Et les journalistes mexicains ont pu davantage aligner leur version des choses sur celle des médias du Nord (Demers, 1995), rompant ainsi avec le double discours caractéristique sur le long terme des sociétés fermées : « *A growing number of journalists speak English ; some speak French or other languages. Today's reporters, growing up with satellite television, are more skeptical – they read more, travel more and have access to people and information that were not available in the past. By seeing events on television that once they would have only read or learned about days later, young journalists are less willing to believe what they are told and more willing to check for themselves* » (Riva Palacio, 1998, pp.117-118).

L'effet de libéralisation des médias sous Salinas prend sa source dans le déficit de légitimité populaire de départ, qu'il réussira de fait à surmonter presque jusqu'à la fin de son mandat : « *Ce président mal élu, dont la fin de mandat connaîtra une situation politique extrêmement confuse et qui sera considéré comme responsable du désastre économique de décembre 1994 et janvier 1995, bénéficie pourtant pendant cinq années d'une popularité*

exceptionnelle, écrit Couffignal. Il réussit à acquérir une légitimité populaire qui compense sa faible légitimité électorale, en vainquant l'inflation et en mettant en place des politiques sociales inventives » (Couffignal, 1997, p.30). Salinas a nettement ébloui les étrangers²⁵ et la majorité des Mexicains eux-mêmes, tant et si bien qu'au milieu de 1991 (quelques mois avant le lancement de *Siglo 21*), c'était « *la apoteosis general* » (Krauze, 1997, p.431).

C'est probablement d'ailleurs l'optimisme général que sut créer Salinas en mettant le Mexique sur la voie d'une intégration volontaire au modèle étatsunien qui a mis en place les conditions intellectuelles pour la naissance du quotidien *Siglo 21* en 1991, en plein débat sur ce qui deviendra le Traité de Libre Échange. *Siglo 21* a été créé par des intellectuels proches de l'Université et ouvertement destiné à la clientèle croissante des jeunes instruits. Ce nouveau quotidien de format tabloïd se réclamait du quotidien espagnol *El País* dont la renommée est liée à la démocratisation de ce pays à la fin des années 1970. Par ailleurs, ses artisans, la plupart fraîchement diplômés des universités, se sont révélés de fervents consommateurs et admirateurs des médias les plus réputés des États-Unis.

Siglo 21 a connu au départ une phase de journalisme d'opinion pour intellectuels, jusqu'à l'explosion des égoûts de la ville en avril 1992, six mois à peine après sa naissance. À cette occasion, il s'est illustré par la pratique du journalisme d'enquête et s'est acquis la réputation d'indépendance qui convient au quatrième pouvoir journalistique.

La dépendance au marché

De leur côté, certains quotidiens à Mexico, notamment *La Jornada*, *El Financiero* et *El Economista*, profitèrent du contexte pour commencer à s'enraciner sur le marché commercial et à s'éloigner de la dépendance vis-à-vis de la publicité octroyée par la Présidence ou du soutien direct de l'une des factions du PRI. Puis, le 20 novembre 1993, Alejandro Junco, propriétaire du quotidien *El Norte* de Monterrey, a lancé *Reforma* sur le marché de Mexico.

El Norte est un journal né en 1930 mais qui n'a débuté sa « professionnalisation » qu'avec l'arrivée à sa tête de son actuel propriétaire Alejandro Junco de la Vega en 1972-1973 (Lawson, 1997, p.14). Le jeune Alejandro qui avait reçu une formation en journalisme a notamment assaini les pratiques journalistiques en interdisant aux journalistes d'agir comme vendeurs de publicité et d'accepter des enveloppes de la part des sources, institutionnelles en particulier. D'autre

part, il a développé les contenus non-politiques traitant de la vie quotidienne et des activités de consommation courante.

Aujourd'hui, avec un tirage quotidien de quelque 110 000 exemplaires, *El Norte* domine le marché de Monterrey, celle ville industrielle qui a été la rampe de lancement de la conquête du pouvoir par le président Vicente Fox et son parti de droite le PAN. Les hommes d'affaires de cette ville proche de la frontière étatsunienne ont depuis longtemps appris le commerce à l'américaine et se révèlent les mieux armés dans le nouveau contexte de libre-échange et de démocratie. De fait, l'expansion de *El Norte* ne s'est pas arrêtée là : en novembre 1998, il a élargi son champ d'action en créant un autre quotidien, *Mural*, une copie des deux autres, cette fois-ci sur le troisième plus grand marché du Mexique, Guadalajara.

Quelques mois avant la sortie de *Mural*, l'entreprise rivale de *El Norte* à Monterrey, le groupe Multimedios s'emparait du quotidien numéro 2 (quelque 20 000 exemplaires contre près de 40 000 pour *El Informador*, le quotidien dominant) de Guadalajara : *Público*²⁶. Le groupe Multimedios, propriétaire du *El Diario de Monterrey*, est aussi propriétaire de quotidiens à Toréon et Tampico. Il détient quelque 61% des actions de *Público*. Il contrôle aussi Televisión Monterrey, une soixantaine de stations de radio et quelque 300 salles de cinéma. En parallèle à l'acquisition de *Público*, Multimedios a lancé le newsmagazine *Milenio* sur le marché de la capitale Mexico. Le 1^{er} janvier 2000, face au trio *El Norte – Reforma – Mural*, il a complété son propre trio en lançant le quotidien *Milenio* qui s'aligne avec *El Diario de Monterrey* et *Público*.

La « démocratie fonctionnelle »

Aujourd'hui, en matière de médias écrits généralistes, on est donc en présence de deux grands groupes de presse qui se font compétition sur les trois principaux marchés urbains du pays avec des contenus fortement inspirés par les pratiques journalistiques développées dans les pays du Nord, en particulier aux États-Unis. Or, ce qui déroute de nombreux observateurs, ce sont les traits qu'affichent de plus en plus clairement dans ces pays, depuis les années 1980, la démocratie et le journalisme qui va avec. Ainsi, il devient clair que la conception du rôle des médias a changé radicalement. On leur attribuait à l'origine le mandat de mobiliser et d'éduquer, au nom du Bien commun, au nom d'une conception idéale de ce que devrait être le citoyen, au nom de la vérité et des valeurs supérieures. Maintenant, on leur assigne un rôle de « place publique » où se déploient les publicités, les rhétoriques et les opérations de séduction des groupes d'intérêt.

Ce changement est symétrique à celui de la démocratie libérale elle-même qui, au cours des dernières décennies, serait passée de la « démocratie représentative » à la « démocratie fonctionnelle ». La première confiait, au nom d'une conception de l'intérêt général et du citoyen abstrait, une position de supériorité aux représentants du bien public sur les intérêts particuliers des citoyens réels. La seconde supprime cette position de transcendance et ramène l'État et ses dirigeants dans la mêlée des intérêts particuliers, les leurs y inclus.

Jean-François Thuot (1994 a et b) soutient par exemple que l'État libéral s'inscrivait au départ « *dans une logique de mise en tutelle des pratiques particulières des acteurs sociaux* » (Thuot, 1994a, p.79) au nom « *d'un ordre social désirable, d'un ordre social à édifier, incarné par l'idéal républicain* » (Thuot, 1994a, p.77). Cet auteur affirme que la légitimité de l'État à transcender le peuple réel est nettement sur son déclin et que le politique est désormais sommé « *de faire corps avec la société* » (Thuot, 1994a, p.96).

D'autres le disent autrement. Noberto Bobbio (1996), par exemple, soutient que dans le cadre de la démocratie des Lumières, l'effet central de « *la délégation de l'action du gouvernement à un petit nombre de citoyens dont la sagesse est prouvée* » (p.41) sera « *le détachement du représentant vis-à-vis du représenté* » (p.42) et l'obligation morale pour le député, une fois élu, de se comporter « *non comme un homme de confiance des électeurs qui l'ont conduit au Parlement, mais comme un représentant de la nation toute entière* » (Bobbio, 1996, p.41). À terme, le rattachement des représentants à la nation toute entière allait en faire les défenseurs dédiés de l'intérêt collectif (aussi nommé : l'intérêt public, bien commun, service public) contre les intérêts privés, particuliers, corporatifs ou individuels.

Par contre, la caractéristique principale de la forme contemporaine de la démocratie sera l'évacuation de cette transcendance, axe central de la forme antérieure. L'étiquette que Thuot choisit pour exprimer la nouvelle réalité est le « fonctionnel ». Il s'agit pour le politique, écrit-il, de « *faire corps avec la société* », d'adapter ses lois et actions aux nécessités de l'évolution sociale plutôt que de l'entraîner, de « *refléter, avec le minimum d'écart, les expressions variées des identités et la diversité des modes de socialité* » plutôt que de leur opposer une représentation qui les met à distance (Thuot, 1994b, pp.60-62).

À la base de ce raisonnement qui conduit à affirmer l'existence d'une mutation fondamentale en matière politique, il y a la conviction qu'elle découle et accompagne un changement global de perspective philosophique et de sensibilité culturelle, que serait le passage à la postmodernité et dont les signes seraient multiples. La vie culturelle et politique est désormais dominée par la perte du sentiment d'un ordre

central et supérieur, l'aplatissement de la norme sur le fait ainsi que la généralisation du sentiment d'impuissance politique face aux grands projets émancipateurs et à l'affirmation des différences. Disparaît la légitimité morale de cette conception qui faisait des journalistes les gardiens de l'intérêt public et de la vérité, avec d'autres tels les hommes d'État, les savants et les penseurs.

Cette problématique rejoint et prolonge celle qu'a ébauchée Norbert Elias quand il a formulé l'hypothèse d'une évolution sociale vers la « *démocratisation fonctionnelle* » : « [...] *la transformation globale des sociétés, écrivait-il dès 1970, entraîne une lente diminution des différences de pouvoir entre les groupes dominants et les couches sociales. Cette restriction met en évidence le fait suivant : au cours de cette différenciation sociale croissante et de l'intégration correspondante, des groupes sociaux voient se réduire ou même disparaître leur champ d'action et, par là même, diminuer leur potentiel de pouvoir. Mais le mouvement global va dans le sens d'une diminution de toutes les différences de pouvoir entre les multiples groupes, y compris entre hommes et femmes, parents et enfants. La notion de "démocratisation fonctionnelle" s'applique précisément à cette tendance* » (Elias, 1981, pp.78-79). Quelques pages auparavant, il avait mis en lumière la dépendance croissante des gouvernants face à leurs administrés, qu'ils doivent s'efforcer de « séduire ». Il y faisait manifestement référence à l'arrivée de ce qu'il nommera ailleurs « *la démocratie institutionnelle* » et qui ressemble étrangement à « *la démocratie fonctionnelle* » de Thuot.

Dans le contexte de la démocratie fonctionnelle, il est donc logique que les médias et les journalistes décrochent eux aussi d'un rôle volontariste pour se faire « place publique » où se déploient les divers discours à intention séductrice, dont les leurs propres et ceux des propriétaires de médias, leurs patrons.

D'autre part, après la victoire de la démocratie sur le socialisme et compte tenu du recul des États-nations dans le cadre de la mondialisation commerciale (Habermas, 2000), la version anglo-saxonne d'une démocratie fondée sur la méfiance face au pouvoir étatique a donné naissance à une agressivité nouvelle contre la classe politique, les politiciens, la politique. D'une part, la vie politique mobilise moins de ressources et suscite moins d'intérêt dans les salles de rédaction ; d'autre part, le journalisme d'enquête²⁷ postule – prolongeant en cela le cynisme des vieux reporters des années 1940 et 1950 – que corruption et abus de pouvoir sont inhérents à la classe politique²⁸. Ainsi, Blumler souligne-t-il l'importance croissante de « *l'élément anti-politique dans la culture journalistique* » en lien avec la « *démystification* » de la vie politique. À propos de ce qu'il nomme le deuxième âge de la communication

politique, lequel serait parvenu à son terme, Blumler écrit : « *Thus, the political process has been de-mystified with politics as power-seeking regularly up front, while politics as a vocation, served by leaders with a degree of principle, sincerity, commitment and vision, is largely relegated to the obituary columns ! The anti-political strand of journalistic culture has also been strengthened in this period, both by the struggle with politicians for news agenda control and by the perception that voters are looking much less positively on the political establishment. This is reflected in heavy coverage of political sleaze and misdemeanour in public office and frequent references to high levels of scepticism and low levels of trust in the electorate at large* » (Blumler, 1995, pp.37-38).

Carey déplore de son côté que les journalistes américains, comme les politiciens de son pays, ne portent plus « *la république dans leur imagination* » : « *Our political institutions have been in a slow-motion free-fall for a couple of decades, their authority, vitality and credibility slowly being eroded. A strong presidency, an independent judiciary, a self-governing congress and a free-press are our most precious institutions, and I cannot imagine a way of life without them. The republican ideals embedded in these institutions provide the foundation for a democratic state and free public life. The actors that drove the impeachment process and the scandals that ignited and sustained it – lawyers with contempt for the law, journalists reveling in voyeurism, and political vigilantes and opportunists, including the president, ready to indulge and profit from any dishonor – seem no longer to understand this nor to hold the republic in their imaginations* » (Carey, 1999, pp.17-18).

La communication horizontale

On assiste donc au passage d'une posture de communication médiatique et journalistique, verticale et autoritaire, vers une communication horizontale. Celle-ci prend deux visages : 1. la place publique qui donne la parole aux principaux acteurs sociaux, à travers le reportage des déclarations de leurs porte-parole et le récit de leurs manifestations ; 2. la mise en scène des individus, sans qualité particulière autre que celle de paraître représentatifs de différentes catégories de gens ordinaires. Ainsi, aux yeux de la presse et des journalistes démocratiques d'aujourd'hui : a. tous les points de vue se valent, les valeurs sont relatives ; b. les représentants et porte-parole doivent être contrebalancés par le point de vue de leurs commettants ; c. chaque individu a le droit de s'exprimer et ses émotions sont aussi importantes que la partie rationnelle de son discours.

En contexte de démocratie fonctionnelle, le professionnel de l'information – comme les autres intellectuels – est dépouillé de son

rôle de législateur de la connaissance et des valeurs culturelles, comme le sont les autres prêtres de la Raison et du progrès qui, d'en-haut, avaient le droit et la légitimité d'interpréter le monde au profit de la masse. La théorie rangeait le journaliste dans le groupe des lettrés pouvant légitimement parler d'en-haut et d'autorité²⁹. Il disposait comme eux d'un magistère. Le temps du journalisme autoritaire, et parfois arrogant, c'était celui de la nation, celui de la raison. Son étalon était la communication scientifique en tant que dissémination de la vérité³⁰ et sa norme éthique celle du service public qui lui imposait le dur apprentissage d'une mentalité supérieurement dégagée de la mêlée. À ce sujet, Carey souligne comment pendant le cycle de la modernité, le journalisme s'était aligné sur la science : « *Today's public has inherited a journalism of the expert and the conduit, a journalism of information, fact, objectivity and publicity. This is a scientific conception of journalism : it assumes an audience to be informed and educated by the journalist and the expert. [...]* In an earlier era, science could serve as the exemplification of our culture, and the scientist could be our hero. The sciences did enormous and important work in securing the foundations of liberal democracy. It is not surprising that journalism took science as its model and tried, in however degenerate a form, to imitate it. But that age is over » (Carey, 1993, pp.20-21).

Aujourd'hui, par contre, la fonction du journalisme serait d'attribuer les droits de parole sur la place publique médiatique et d'assurer la circulation des points de vue des uns et des autres, au lieu d'imposer à tous un choix de thèmes en fonction d'un intérêt public au-dessus des intérêts particuliers, comme le prônait la conception classique, qui opposait ce que les gens « devraient savoir » à ce qu'ils « veulent savoir ». Les jeunes journalistes seraient particulièrement sensibles à cette proposition (Pritchard et Sauvageau, 1999). Puisqu'il n'y a plus de transcendance, le journalisme est bien forcé de se tourner vers le public réel, ses besoins, ses désirs et ses rêves, lesquels imposent une conception des sujets à traiter et de la façon de les traiter. Cette conception, libérée de la domination du politique et de l'intention d'enseigner, Jacques Ellul en son temps l'avait caractérisée en proposant pour l'analyse des médias une référence à la communication de vive voix dans la vie quotidienne plutôt que la référence à la communication scientifique, dominante à l'époque. Il avait nommé le fourre-tout, quotidien et médiatique, de messages intellectuels et émotionnels à la fois, de renseignements pratiques et d'injonctions morales, de contenus sérieux ou frivoles, de rumeurs et potins, de médisances et de calomnies, « l'information existentielle » (Ellul, 1990).

Conclusion

L'observation du quotidien *Siglo 21*, de son évolution rapide vers le rôle d'un quotidien généraliste compétitif et de son intégration à un jeu politique démocratique, aura permis de dégager six caractéristiques que l'on a pu associer au journalisme adapté à la « démocratie fonctionnelle », un journalisme que l'on peut donc lui aussi qualifier de « fonctionnel » (Demers, 2000) :

1. une perte de poids de l'expression d'opinion éditoriale ; la démocratisation de la place publique médiatique est opérée aussi par des efforts systématiques pour ouvrir largement les espaces de journalisme d'opinion au pluralisme des positions de divers intellectuels et de simples citoyens ;

2. la volonté plus grande encore des médias de servir de place publique, de donner la parole à la société civile et à ses acteurs, plutôt qu'aux seules institutions et personnages en autorité ; la tendance croissante à faire place à l'individu, par des « *vox populi* », des sondages, jusqu'à l'interactivité électronique sous diverses formes (courriels, forums de discussion, rencontres par internet de personnalités publiques, etc.) ; une place croissante est faite aux individus (symboliquement représentatifs), à leurs aventures et émotions, déboires et démêlés avec l'administration publique en particulier et la vie en général ; le reportage « humain » est valorisé ;

3. l'invocation au titre d'idéal du « journalisme d'enquête » comme expression d'une prise de distance plus grande face à l'État et à la classe politique ;

4. la valorisation des espaces de contenus pratiques et de divertissement qui se traduit par un tassement de l'espace, des ressources et de l'importance morale dévolus aux contenus politiques ;

5. le souci, affiché avec fierté désormais, de connaître et de s'ajuster au public, par des pratiques diverses de marketing ; ces pratiques existent en fait depuis les débuts de l'apparition de la presse d'information commerciale, mais elles étaient auparavant considérées par les journalistes et les penseurs comme honteuses ;

6. le souci de la convivialité et de la vulgarisation par une écriture plus imagée (l'art de raconter en images et métaphores) et visuelle (photos, dessins, infographie, titrage, etc.).

C'est fort probablement ce type de pratiques qui constitue l'avenir du journalisme dans les pays en voie de démocratisation, au fur et à mesure que la démocratie se répand en profondeur dans le tissu social, après sa première apparition au niveau formel d'un processus électoral compétitif produisant l'alternance au pouvoir ■

Notes

1. La deuxième ville du Mexique en termes de population : 5 ou 6 millions d'habitants selon les estimations, la troisième ville en termes industriels et commerciaux, après Mexico la capitale et Monterrey au Nord, la ville dont le président Vicente Fox est originaire.
2. « *Unlike most political parties, the PRI was not created in order to compete for power. It was established in the late 1920's as the National Revolutionary Party by a group of victorious revolutionary leaders to maintain themselves in power by peaceful means. As Plutarco Elías Calles put it in his 1928 state of the union address, the challenge for the "revolutionary family" of the time was to "unite in order to postulate one candidate" » (Santa Cruz, 1997, p.14).*
3. « *As the party's founder made clear [...], electoral processes in Mexico have traditionally represented an opportunity for the group in power to settle internal power disputes peacefully. In this sense, elections offer an opportunity for mobility and renewal of the office holders. Furthermore, electoral processes, or more accurately : the mechanisms by which candidates are selected, have served as a exhaust valve for the group in power to negotiate its differences » (Santa Cruz, 1997, pp.18-19).*
4. « *Le système politique créé après la Révolution de 1910, à la fin des années 1920 et au milieu des années 1930, était autoritaire, mais à travers ses mécanismes, les élites du pays et les masses organisées parvenaient à un consensus sur les politiques en matière économique, sociale et d'affaires étrangères, permettant ainsi à l'économie de croître au taux annuel de 6% pendant quatre décennies » (Castañeda, 1996, p.101).*
5. L'étiquette « officialiste » est empruntée à Carlos Monsivais (Gódinez Cortès, 1998, p.50). Elle permet d'attribuer un nom propre à l'idiosyncratie du journalisme national mexicain.
6. « *Some newspapers became the willing servants of factions within the ruling circle : labor unions, industrialists, civil servants, party-line intellectuals. With subsidized newsprint, state control of newsstand distribution, circulations inflated by government purchasing and advertising revenues dependent on government advertising and a revolving-door relationship between newspaper editors and government press offices, there was little opportunity or incentive to develop a genuinely independent national news media » (Orme, 1997, pp.6-7).*
7. « *For years, most Mexican newspapers were kept afloat by the government. The government is a huge advertiser, often paying for publication of speeches or news releases that aren't identified as ads. While buying good press from editors, officials also subsidize reporter's miserable salaries. The methods range from providing an embute – an envelope stuffed with money – to granting privileges, such as allowing journalists to intercede for people facing trial. In many cases, reporters are even in charge of selling ads to the sources they cover. Not surprisingly, their stories are hardly critical » (Sheridan, 1998, p.250).*
8. « *It's a long-standing practice for Mexican officials to use official favors, state advertising budgets and access to information to reward or punish the news media. Direct cash payments to favored reporters and editors are also routine » (Conger, 1997, p.105).*
9. « *Officials also promote the payment of bonuses to journalists. The most common form is the kickback, known as the embute or chayote in the jargon of Mexican journalism. The embute is generally handed to journalists in a sealed envelope and is referred to by the press and politicians alike as "help" to improve journalist' salaries. Kickbacks may be handed out on a monthly basis*

to beat reporters or during official tours. The amount varies according to the beat, the reporter and the news organization. It can be as low as \$ 20 or as high as \$ 2,000 per month » (Riva Palacio, 1997, pp.23-24). « Chayo » est aussi le diminutif du prénom Rosario (masculin et féminin), ce qui sert à construire des conversations à double sens entre initiés.

10. Les « igualas » payées par des informateurs institutionnels aux reporters qui leur sont assignés sur une base régulière par les médias.
11. Les « mordidas » ou pratique généralisée au Mexique de toucher quelque chose pour service rendu.
12. « *Local and federal police have been implicated in the deaths of many of the 20 reporters and editors who have been investigated by the Committee to Protect Journalists (CPJ) in Mexico over the past decade. The ruling Institutional Revolutionary Party (Partido Revolucionario Institucional – PRI) does not have the bloody death-squad record of many regimes to its south, but it has nonetheless looked the other way as low-level officials committed such crimes with seeming impunity » (Orme, 1997, p.2). De plus en plus : « As in Columbia, many of the murders of reporters in Mexico can be attributed to the corrupt nexus of drug traffickers and their agents and protectors in national security forces and in the highest spheres of civilian government » (Conger, 1997, p.103).*
13. « *Prácticamente todos los medios en México otorgan un porcentaje de la publicidad que genera una fuente informativa al reportero que la tiene asignada. Los porcentajes varían de cinco hasta 15 por ciento. No hay casi nadie, propietarios, editores o reporteros, que considere ilegítima esta práctica » (Riva Palacio, 1992). Normalement, le reporter affecté à cette source particulière touche une commission pour chaque « gacetilla ». « The printing of gacetillas, paid political announcements disguised as news stories, is a daily occurrence in all on Mexico's major newspapers » (Keenan, 1997, p.41).*
14. « *The Mexican press censors itself. Outside observers who look for examples of direct government censorship, monopolization of the distribution of newsprint and limitless government power to suppress or publicize news and commentary fail to grasp the nature of the relationship between the government and the media – a complex network of mutual benefits, commitments and favors, difficult to penetrate and even more difficult to reform. In general, the collusion of the press is so complete that the government does not have to resort to direct censorship to suppress ideas and information » (Riva Palacio, 1997, p.22).*
15. « *Since they lack readership and private-sector advertising, most newspapers and magazines could not continue to publish if the government withdrew its paid advertising. According to figures given in the 1990 Directory of Mexican Media, the combined daily circulation of Mexico City's 25 newspapers was 2,916,625 copies. In 1990, investigative journalist Raúl Trejo Delarbre, in a supplement to the Magazine Nexos, estimated that the correct circulation figure was closer to 731,000 copies per day. Both figures include sports publications and sex scandal sheets, which in both surveys accounted for nearly half of all papers sold » (Riva Palacio, 1997, p.22).*
16. « *According to Trejo Delarbre, the combined editions of the nine major newspapers published in Mexico City in 1990 – El Día, Excélcior, El Financiero, El Heraldito, La Jornada, Novedades, El Sol de México, El Universal and Unomásuno – totaled no more than 282,000 copies. This is just 4,000 more than the 278,000 1990 daily circulation of the San Jose Mercury News of California, then the 36th-largest newspaper in the United States. According to a confidential report by the Mexican government, the combined circulation of the same nine papers was estimated at 550,315, or 12,000 fewer than the San Francisco Chronicle, then the ninth most widely circulated paper in the United States » (Riva Palacio, 1997, p.22).*

17. « *Since circulation is not considered important, newspapers neither compete for readers nor form public opinion independently. Instead, they aid the government in forming political opinion, playing a role that both the press and the government acknowledge and accept* » (Riva Palacio, 1997, p.23).
18. L'Aléna (Accord de libre échange nord-américain) a été conclu le 7 octobre 1992, à San Antonio, Texas, par une poignée de main historique entre George Bush (président des États-Unis), Brian Mulroney (premier ministre du Canada) et Carlos Salinas de Gortari (président du Mexique). Il a été solennellement signé le 17 décembre de la même année par ces trois chefs d'État. Son entrée en vigueur avait été fixée au 1^{er} janvier 1994. Il prévoit de supprimer d'ici 2004 quelque 20 000 barrières tarifaires. Ce traité est connu sous trois sigles différents : 1. en français : Accord de libre échange nord-américain (Aléna) ; 2. en anglais : North American Free Trade Agreement (NAFTA) ; 3. en espagnol : Tratado de libre comercio (TLC).
19. « *With a few significant exceptions, however, Mexican government interference with the print media is neither systematic nor heavy-handed. Radio is a different matter, though again there are classes and degrees. [...] The smaller the station's audience, the less control there is : Radio Universidad and Radio Educación traditionally have been relatively free of government interference, but their audience is limited to intellectuals and a few students. Similarly, local radio stations in the provinces – even in larger cities such as Monterrey and Guadalajara – are less restrained than their counterparts in the capital* » (Castañeda, 1997, p.137).
20. « *Television is the main focus of the government's efforts at audience control. [...] Thus, it is no coincidence that the most censored, restricted and uncritical reporting and news gathering take place on television, inside the private virtual monopoly that has ruled Mexican television since its birth – Televisa. The opposition never appears on its nightly news shows (this is also true of the formely state-owned networks, but they captured such a small share of the audience that their performance was hardly relevant) ; up to half the time is devoted to presidential activities (José López Portillo and Luis Echeverría were covered apologetically as Salinas). Unpleasant or dangerous news items are simply not reported. If they are, it is always in the context of favorable reports that "drown out" the negative ; the government's spin is gospel. There are no debate shows on Televisa, no Sunday morning talk shows, no special election coverage, exit polling or polling of any sort. There is only what Emilio Azcárraga, the sole owner of Televisa, calls "entertainment" for the Mexican people, who will always be, as he said recently, "un pueblo de jodidos" [vulgar term meaning bumbling idiots]* » (Castañeda, 1997, p.138).
21. Ricardo B. Salinas – aucun lien de parenté avec le président – était propriétaire du groupe Elektra, un réseau de commerces de vente d'appareils électro-ménagers.
22. Deux ans après Salinas, le portrait de la presse écrite était le suivant : « *The central problem is not easily remedied : it is the sycophancy and corruption of the news media itself. There are honorable exceptions, such as the muckraking national newsweekly Proceso, founded two decades ago by journalists fleeing the PRI takeover of a leading Mexico City daily ; the conservative, highly professional El Norte of Monterrey and its three-year-old sister paper, Reforma of Mexico City ; El Financiero, the country's leading business daily ; the increasingly independent, left-leaning La Jornada ; Siglo XXI, a feisty new Guadalajara tabloid ; el Diario de Yucatán, a starchy defender of regional business interests ; and the newsweekly Zeta of Tijuana, which survived the assassination of its co-founder to show that investigative journalism can thrive even in the country's most dangerous precincts. The success of these publications has shown that independent reporting in Mexico is not only possible but financially rewarding* » (Orme, 1997, p.10).

23. Au sujet des analyses utilisant les concepts d'« effets imprévus », inattendus ou pervers, voir : Gosselin, 1998.
24. « *Most Mexican journalists agree that there is a new mood of independence in the news media, though many attribute this more to the perceived political weakness to the government than to a new official respect for press freedom. Leading newspapers are increasingly aggressive in their reporting and critical on their opinion pages of the PRI and its officials. Televisa's unexpected decision in early 1996 to broadcast a devastating videotape of a massacre of unarmed peasants by Guerrero state police eventually led to the resignation of the PRI governor and was hailed by many observers as a turning point for Mexican television news* » (Orme, 1997, p.15).
25. García (1993) traite de la « fascination » pour le Mexique manifestée par la presse étrangère par suite des négociations pour l'Alena.
26. *Público* a été créé en 1997 au terme d'un conflit interne dans *Siglo 21*, celui-là lancé en novembre 1991 et qui disparaîtra en 1998.
27. Marc Deschênes (1985) rappelle que le « journalisme d'enquête » est une expression née aux États-Unis qui s'est trouvée un événement fondateur dans l'enquête des journalistes du *Washington Post*, Bob Woodward et Carl Bernstein en 1972, contre le président Richard Nixon, une affaire connue sous le nom de « Watergate ». La (courte) tradition du journalisme d'enquête invoque aussi comme ancêtre la figure emblématique d'Isadore Feinstein Stone (I.F. Stone), un journaliste indépendant qui a été l'auteur de révélations troublantes sur le comportement du gouvernement américain dans les années 1950 et 1960. Deschênes souligne à quel point cette pratique journalistique connote une mentalité soupçonneuse et invite par là à l'usage de méthodes policières, d'espionnage et de contre-espionnage.
28. Le « journalisme d'enquête » prolonge le *muckraking* du début du XIX^e siècle et cristallise en une hostilité systématique la méfiance libérale traditionnelle envers l'État et la classe politique. Pour le journalisme d'enquête, l'État et ses fonctionnaires sont a priori toujours en train d'abuser de leur pouvoir, la classe politique toujours en train de se construire des privilèges, de s'enrichir indûment et de faire dans l'ombre le contraire de ce qu'elle prescrit en public aux autres. Il suffit de fouiller un peu.
29. « *In effect, journalists became a new cultural elite with codes of ethical conduct justifying their new-found status in the nascent middle class professional world* » (Carey, 1993, p.11).
30. Ensuite est venue la science de la relativité, de l'incertitude et du chaos, aux vérités temporaires suspendues à des théories qu'il s'agit de falsifier. Une sensibilité de l'incertitude et de la relativité s'est répandue, qui a fini par pénétrer la culture et le journalisme. De plus en plus axiomatique, la science a graduellement poussé au relativisme. Paradoxalement, elle a précarisé la vérité et poussé le journalisme vers le marché, des idées et des points de vue.

Bibliographie

- BLUMLER, Jay G. (1995), « Three Ages of Political Communication », *Revue de l'institut de sociologie*, Université Libre de Bruxelles, n°1-2, pp.31-45.
- BOBBIO Norberto (1996), *Libéralisme et démocratie*, Paris, Les Editions du Cerf. (1991 pour la première édition en italien), 120 pages.

- BUNCE Valérie (1995), « Should Transitologists Be Grounded ? » *Slavic Review*, Stanford, California, Stanford University, pp.111-127.
- CAREY James W. (1999), « Lawyers, Voyeurs and Vigilantes », *Media Studies Journal*, New York, The Freedom Forum, vol.1, n°2, Spring/Summer, pp.16-22.
- CAREY James W. (1993), « The Mass Media and Democracy – Between the Modern and the Postmodern », *Journal of International Affairs*, New York, Columbia University, School of International and Public Affairs, vol.47, n°1, Summer, pp.1-21.
- CASTANEDA Jorge G. (1997), « Limits to Apertura : Prospects for Press Freedom in the New Free-Market Mexico », pp.133-140, dans Orme William A. Jr. (ed.) (1997), *A Culture of Collusion. An Inside Look at the Mexican Press*, University of Miami, North-South Center Press, 160 pages.
- CASTANEDA Jorge G. (1996), « Mexico's Circle of Misery », *Foreign Affairs*, July-August, vol.75, n°4, pp.92-105.
- CONGER Lucy (1997), « From Intimidation to Assassination : Silencing the Press », pp.99-107, dans Orme William A. Jr. (ed.) (1997), *A Culture of Collusion. An Inside Look at the Mexican Press*, University of Miami, North-South Center Press, 160 pages.
- COTHRAN Dan. A. (1994), « Chapter 6. Carlos Salinas and the Revolutionary Regime », pp.177-207, *Political Stability and Democracy in Mexico. The «Perfect Dictatorship» ?*, Westport, CT, Praeger Publishers, 252 pages.
- COUFFIGNAL Georges (1997), « La fin de l'exception mexicaine : les élections du 6 juillet 1997 », *Problèmes d'Amérique Latine*, Paris, La documentation française, n°27, nouvelle série, avril-juin, pp.25-45.
- DEMERS François (Juin 2000), *Aléna, démocratisation du Mexique et « journalisme fonctionnel ». Le cas du quotidien Siglo 21 de Guadalajara, 1991-1998*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 326 pages.
- DEMERS François (1995), « Crise de l'État-nation et communication politique interne : une ligne de fracture nommée démocratisation », *Hermès*, n°17 et 18, pp.267-285.
- DESCHENES Marc (1985), « Contrechamp ou le journalisme d'enquête à la québécoise », *Communication*, Montréal, Éditions St-Martin, vol.7, n°2, pp.45-64.
- ELIAS Norbert (1981), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Pandora/Des sociétés, 223 pages (première édition en allemand 1970).
- ELLUL Jacques (1990), « L'information et le système technicien », *Propagandes*, Paris, Economica, pp.343-352 (texte paru aussi dans la *Revue française de Communication*, 1976, n°1, pp.7-16).
- FAVRE Henri (1997), « Mexique : le révélateur chiapanèque », *Problèmes d'Amérique Latine*, La documentation française, n°25, nouvelle série, avril-juin, pp.3-27. Texte paru aussi sous le titre : *Le révélateur chiapanèque* dans Favre Henri et Marie Lapointe (coordinateurs) (1997), *Le Mexique de la réforme néolibérale à la contre-révolution. La présidence de Carlos Salinas de Gortari 1988-1994*, 459 pages, Paris, L'Harmattan, Collection : Recherches et documents – Amériques latines, pp.419-456.
- GARCIA Carlos J. (1993), « De la fascinación a la dramatización. Un prisma que distorsiona », *Revista Mexicana de Comunicación*, Julio-Agosto.

LA DÉMOCRATISATION DU JOURNALISME...

- GODINEZ CORTÉS Raúl (1998), « Visión monsvaisiana del periodismo y la comunicación en México », *Revista mexicana de comunicación*, Año diez, n°55, pp.47-50.
- GOSELIN André (1998), *La logique des effets pervers*, Paris, Presses Universitaires de France, collection : Sociologies, 249 pages.
- HABERMAS Jürgen (2000), *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 157 pages.
- KEENAN Joe (1997), « La Gacetilla : How Advertising Masquerades as News », pp.41-48, dans Orme William A. Jr. (ed.) (1997), *A Culture of Collusion. An Inside Look at the Mexican Press.*, University of Miami, North-South Center Press, 160 pages.
- KRAUZE Enrique (1997), « Carlos Salinas de Gortari. El hombre que sería rey », pp.419-446, *La presidencia imperial. Ascenso y caída del sistema político mexicano (1940-1996)*, 4a edición corregida y aumentada, México, Tusquets editores, 513 pages.
- LANCHIN Mike (1998), « The Trusted Medium », *IPI Report*, The Magazine of the International Press Institute, First quarter 98, p.8.
- LAWSON Chappel H. (1997), *Mexico's Emerging Fourth Estate : The Erosion of Press Control and the Growth of Independent Media in Mexico*, Paper presented at : Conference of the Latin American Studies Association, Guadalajara, Mexico, April 17-20, 1997, Inédit, 34 pages.
- MATTELART Tristan (1997), « Le rideau de fer au péril des radios internationales », pp.117-139, dans Tudescq André-Jean (dir.), *Les médias acteurs de la vie internationale*, Rennes, Éditions Apogée, 180 pages.
- MEYER Lorenzo (1995), *Liberalismo autoritario. Las contradicciones del sistema político mexicano*, México, Oceano, 283 pages.
- O'DONNELL Guillermo (1986), « Introduction to the Latin American Cases », pp.3-18, dans O'Donnell Guillermo, Schmitter Philippe C. et Whitehead, Laurence (1986), *Transitions from Authoritarian Rule. Latin America*, Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 244 pages.
- ORME William A. (ed.) (1997), *A culture of Collusion. An Inside Look at the Mexican Press*, University of Miami, North-South Center Press, 160 pages.
- PRITCHARD David & Florian SAUVAGEAU (1999), *Les journalistes canadiens. Un portrait de fin de siècle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 144 pages.
- PRZEWORSKI Adam, ALVAREZ Michael, CHEIBUB José Antonio & Fernando LIMONGI, (1996), « What makes democracies endure ? », *Journal of Democracy*, vol.7, n°1, January, pp.37-55.
- RIVA PALACIO Raymundo (1998), « The Nightmare of Tlatelolco. The Mexican press begins to examine its role in the cover-up of the massacre (1998) », *Media Studies Journal*, New York, Media Studies center, The Freedom Forum, vol.12, n°3, Fall, pp.112-118.
- RIVA PALACIO Raymundo (1992), « Fin a los engaños », *Este País*, n°11, p.45 y siguientes.
- ROBINA BUSTOS Soledad (1995a), « L'internationalisation d'une entreprise mexicaine : le cas de Televisa », dans Tremblay Gaëtan & Jean-Guy Lacroix (dir.) (1995), *Le projet Monarque. Étude comparée des industries québécoises et mexicaines de l'audiovisuel*, GRICIS, Université du Québec à Montréal, pp.83-117.

- ROBINA BUSTOS Soledad (1995b), « The Hemispheric Village : The Case of Televisa », *Mexican Journal of Communication*, Mexico, Manuel Buendía Foundation, n°2, pp.107-120.
- SANTACRUZ Arturo (1997), *The Changing Electoral Order in Mexico, 1977–1997 : Its Meaning for State-Society Relations*, Department of Pacific Studies, University of Guadalajara, paper prepared for presentation at the XVII World Congress of the International Political Science Association, August 17-21, Seoul, Korea, 43 pages.
- SHERIDAN Mary Beth (1998), « Amid Corruption, A New Independence », *IPI Report*, The Magazine of the International Press Institute, First quarter 1998, p.25.
- THUOT Jean-François (1994a), « Déclin de l'État et formes postmodernes de la démocratie », *Revue québécoise de science politique*, n°26, Automne, pp.75-102.
- THUOT Jean-François (1994b), « La démocratie postmoderne. Esquisse du concept de démocratie fonctionnelle », Montréal, *Conjonctures*, n°20-21, pp.51-67.

